

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Marseille, le 28/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DES GRANDS CAOUS

Boulevard Delli-Zotti
83700 BOULOURIS

Références : D-UD83-2024-0039

Code AIOT : 0006400233
D/SPR/PM/N° 120-2024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement CARRIERES DES GRANDS CAOUS implanté Boulouris 83530 Saint-Raphaël. L'inspection a été annoncée le 23/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DES GRANDS CAOUS
- Boulouris 83530 Saint-Raphaël
- Code AIOT : 0006400233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Carrières des Grands Caous exploite une carrière de roche massive et des installations de traitement de matériaux sur la commune de Saint-Raphaël, Lieux-dits « les petits Caous » et « Aigue-Bonne ».

Cette carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 15/03/2012, modifié par arrêté préfectoral du 27/08/2014 et arrêté préfectoral complémentaire du 22/09/2021.

L'autorisation porte sur une durée de 30 ans et une production maximale annuelle de 800 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "émissions de poussières "

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Principes généraux des rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Poussières	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 18.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Émissions canalisées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Sans objet
6	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Sans objet
7	Poussières	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 12.1	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 18.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant prenait les dispositions nécessaires au respect des dispositions réglementaires concernant les émissions de poussières

Cinq non conformités devront cependant faire l'objet d'actions correctives dans les délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Émissions diffuses
Prescription contrôlée : L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.

Les surfaces où cela est possible sont végétalisées.

Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

« Les produits minéraux ou les déchets non dangereux inertes entrants, sortants ou en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet.

« L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :

« - les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;

« - la liste des pistes revêtues ;

« - les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;

« - les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.

« Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire. »

Constats :

La zone d'entrée du site est couverte par trois asperseurs et le passage du camion-citerne.

La piste revêtue desservant l'installation tertiaire et l'aire de stockage de matériaux est balayée une fois par mois par un prestataire. En ce qui concerne les pistes non-revêtues, l'arrosage est réalisé par un camion-citerne.

Les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ne sont pas formalisées dans une notice.

Observations :

Formaliser sous un mois, dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Limitation des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7.

Thème(s) : Actions nationales 2023, Emissions diffuses

Prescription contrôlée :

<p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>« Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Des amas de poussières ont été constatés dans les bâtiments comportant les installations de traitement fixes.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les bâtiments doivent être entretenus et nettoyés régulièrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Traitement des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et nettoyage « , y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages » ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de consignes indiquant notamment la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ou les instructions de maintenance et nettoyage.</p>
<p>Observations :</p> <p>Etablir sous un mois, des consignes indiquant la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ou les instructions de maintenance et nettoyage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Principes généraux des rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37
Thème(s) : Actions nationales 2023, Principes généraux
Prescription contrôlée : <p>« Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>« Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none">« - capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;« - brumisation ;« - système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. <p>« Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p>« Lorsque les zones de stockage sont classées au titre de la rubrique n° 2516 de la nomenclature des installations classées, les produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches.</p> <p>« Ils doivent être également munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.</p> <p>« Les opérations de transvasements des produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières.</p> <p>« Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre. »</p>
Constats : <p>Des dispositifs de capotage, de brumisation et d'aspiration empêchant l'émission de poussières sont en place sur les installations de traitement. Toutefois, certains capots sont manquants. Les stockages sont humidifiés ou sous abri.</p>
Observations : <p>Il convient de replacer les capots manquants sur les installations de traitement sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Emissions canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des VLE
Prescription contrôlée : « Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : « - pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm ³ ; « - pour les autres installations : 40 mg/Nm ³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm ³ pour les installations nouvelles. « Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté. « Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes : « a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m ³ /h. « La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. « Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièremment pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm ³ sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. « En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm ³ en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause. « b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m ³ /h. « Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm ³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. »
Constats : La valeur limite d'émission de 20 mg/Nm ³ est respectée. Le dernier rapport de mesures de mai 2023 est fourni. Le suivi des durées cumulées de dysfonctionnement des installations de dépoussièremment est assuré.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.
Constats : Un bilan annuel des mesures des retombées de poussières réalisées par la société ITGA en date du 07/03/2023, nous a été transmis. Les valeurs mesurées sont commentées, sur la base des données météo corrigées issues d'une interprétation par Météo France des données de son réseau et des conditions de production. L'objectif de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante des stations de mesure de type (b) est respecté. <i>Au vu des résultats bien inférieurs à la valeur réglementaire prévue et en constante diminution, la fréquence des mesures peut devenir semestrielle</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 12.1
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place dès la délivrance de la présente autorisation. Il est constitué de 8 plaquettes implantées de façon à respecter la norme NF X 40 007 . La localisation est déterminée en concertation avec l'Inspection des Installations Classées. La mesure des retombées de poussières est réalisée mensuellement. Un bilan annuel est adressé à l'Inspection des Installations Classées avec le rapport prévu à l'article 8.9 du présent arrêté. Il sera présenté et commenté lors de la réunion annuelle du Comité de Suivi de l'Environnement prévu à l'article 8.12 du présent arrêté.
Constats : Le plan de surveillance des émissions de poussières a été communiqué à l'inspection. Il comprend 10 stations dont 5 placées à proximité des premières habitations et des zones sensibles. Un bilan annuel des mesures des retombées de poussières est réalisé et transmis. Les mesures ont été réalisées selon le plan de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Poussieres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 18.2
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Les produits pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches. Ces contenants doivent être munis de dispositif de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère. Les opérations de transvasement de produits sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières. Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre.
Constats : La chaux vive est stockée sous silo. La gestion est effectuée par automate. La chaux est transférée au malaxeur via une vis sans fin, également capotée, permettant le transport des matériaux pulvérulents sans émissions de poussières.

Les opérations de transvasement lors de la livraison (une fois par mois) sont réalisés par tuyauterie ou flexible étanche.
Observations : Il convient de transmettre sous un mois, le justificatif de la présence d'un limiteur de remplissage et d'une sonde de niveau sur le silo.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2012, article 18.2
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Les installations, prévues à la cote 18 m NGF, sont construites suivant la description qui en est faite dans le dossier de demande référencé T 5125 de janvier 2014 déposé le 6 février 2014, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. Les installations de traitement fixes sont soit regroupées dans un ou plusieurs bâtiments fermés, soit construits avec tout autre dispositif de construction, permettant de confiner les poussières. Chaque liaison appareil/tôlerie est équipée d'un système d'étanchéité. L'installation de traitement primaire déplaçable est équipée d'un bardage d'isolation phonique et sa trémie de réception est tapissée d'un revêtement en caoutchouc. L'installation de traitement est par ailleurs équipée d'un dispositif d'aspiration permettant le captage des émissions de poussières à la source. Ce dispositif est complété si nécessaire, par un dispositif d'aspersion ou de brumisation. L'ensemble des dispositifs doit permettre une récupération et une élimination efficace des poussières. Les installations de concassage — criblage secondaires et tertiaires situées à la cote 18 NGF sont équipées de dispositifs d'aspiration des poussières. Ces dispositifs sont complétés si nécessaire, par des dispositifs d'aspersion ou de brumisation. L'ensemble des dispositifs doit permettre une récupération et une élimination efficace des poussières. Des dispositifs d'aspersion brumisation complètent le dispositif de limitation des émissions de poussières aussi bien au niveau de la chaîne de traitement des matériaux que du remplissage des camions à partir des trémies. La totalité des bandes transporteuses seront recouvertes et les points de chute seront aménagés pour limiter les émissions de poussières (dispositifs de brumisation ou équipements équivalents).
Constats : L'abattage de poussières est réalisé par brumisation et aspersion. Les installations fixes de concassage criblage lavage sont équipées de dispositifs d'aspersion. Ces installations de traitement sont regroupées dans trois bâtiments fermés munis de système d'aspiration. Les points de chute sont équipés de dispositifs d'aspersion.
Type de suites proposées : Sans suite